



Générer le pouvoir d'agir

Liste candidate à l'élection du bureau national de la FAGE · 2014 2015



édito



La FAGE célèbre cette année 25 ans de militantisme, d'innovation et de défense des étudiants. Nous devons aujourd'hui être fiers de cet outil collectif de représentation et de mise en capacité des jeunes dont l'utilité et l'efficacité ne sont plus à prouver. Pour autant, cet anniversaire intervient dans un contexte politique et social empreint de méfiance envers la chose publique, et caractérisé par une crise de confiance collective.

Le rôle de la FAGE au coeur de notre société n'a peut être jamais été si important. Notre organisation a toujours refusé le pessimisme, la morosité et l'abandon au marasme. Organisation de jeunes, d'éducation populaire et représentative des étudiants de France, la FAGE doit aujourd'hui assumer sa responsabilité de force d'espoir.

Force d'espoir, car de l'engagement que nous générons, naît la volonté de faire bouger les lignes, d'agir sur la société pour que celle-ci réponde à nos besoins, mais aussi à nos aspirations de justice sociale, d'équité et de progrès. A tous ceux qui prétendent à qui veut l'entendre que notre jeunesse est sacrifiée, nous jeunes, répondons que nous ne le sommes pas et que nous refuserons de l'être. Notre jeunesse n'est pas résignée, notre jeunesse est plus que jamais engagée, et le dynamisme et la vitalité de la FAGE en sont les preuves. Le rôle que doit incarner la FAGE est celui d'un mouvement créateur d'espoir dans la démarche collective, de confiance dans l'action de progrès social. Nous devons répondre aux peurs par l'ambition, aux

renoncements par la détermination et au repli sur soit par le projet d'intérêt général.

Ainsi la FAGE doit être l'outil de mise en capacité des jeunes, de représentation des étudiants, et doit être en mesure de générer le pouvoir d'agir. Cette action de mise en capacité doit faire en sorte qu'aucun jeune ne renonce à participer au débat public, à revendiquer, à proposer et s'opposer et à créer de la matière au sein du débat politique collectif : car y renoncer c'est sombrer dans le repli, c'est se réfugier dans l'apolitisme - véritable cancer de la démocratie.

A cet égard, la FAGE doit affirmer sa réalité d'organisation de jeunesse. Plus qu'un syndicat, la FAGE est une organisation entière, portant un projet global à destination des jeunes et des étudiants, qui se décline en un faisceau de missions variées mais faisant sens. Alors qu'être étudiant relève du statut, être jeune est un état, il n'est donc ni hasardeux ni antinomique de se revendiquer à la fois comme organisation de jeunesse, et organisation étudiante. Pour autant, la FAGE ne peut prétendre à représenter toutes les jeunesse, et d'ailleurs qui le peut ?

Au regard de son action de sensibilisation à la vie publique, de prévention et d'accompagnement vers la réussite, et consciente de ses revendications en terme d'accès à l'enseignement supérieur, à la santé, à la citoyenneté et à une insertion professionnelle réussie la FAGE doit s'affirmer comme acteur de jeunesse. Cela ne revient qu'à mettre un mot sur une réalité. Réalité qui prouve que lorsque l'on agit sur les domaines cités précédemment on agit sur le jeune, plutôt que sur le statut d'étudiant, le nier relèverait soit de la naïveté, soit de la malhonnêteté intellectuelle.

Nous devons être assurés que c'est par l'accès à enseignement supérieur, à un diplôme de qualité et à l'exercice de la citoyenneté que chaque jeune peut s'épanouir, s'émanciper et trouver une place active au coeur de la société. Ce sont donc les leviers d'actions sur lesquels la FAGE doit agir de toute ses forces, sans jamais douter que son objectif de mise en capacité des jeunes puisse infléchir le monde dans lequel ils évoluent.

Notre organisation de jeunes, la plus vaste de France, doit oeuvrer à la démocratisation de l'outil d'émancipation qu'est l'enseignement supérieur. Nous devons refuser les sirènes de plus en plus assourdissantes de la sélection, qui voudraient nous faire croire que cette dernière agit au service "du confort de vie et d'études" et non à celui de l'élitisme.

S'il faut se satisfaire de l'effort réel consenti par l'État sur les aides sociales directes, la FAGE devra toutefois, d'une même voix, celle de ses 48 Fédérations, Syndicats et Associations Générales Étudiantes, refuser d'assister à l'affaiblissement programmé d'autres missions du réseau des oeuvres, participant elles aussi à la garantie d'un accès égal à l'enseignement supérieur. Car, soyons en conscients, les choix consistant à diminuer l'effort public dans le financement de la restauration universitaire touchent directement, concrètement, quotidiennement les étudiants que nous défendons.

La FAGE a été, en novembre 2013, la seule organisation étudiante à faire le choix du courage de ses opinions en s'opposant à un budget du CNOUS amputant 6,6M d'euros à cette mission. Mais plus que les choix politiques de restrictions budgétaires, ce sont les choix de consentir sans s'y opposer qui sont préjudiciables aux étudiants.

Cependant, le courage de la FAGE ne se jugera pas à ses oppositions, justifiées et nécessaires, aux gels et restrictions budgétaires. Non, son véritable courage se mesurera à sa capacité à prendre ses responsabilités, et à préparer le moment où l'on constatera l'abandon des oeuvres par les services publics, et à l'instar de nos prédécesseurs, nous créerons nous-mêmes les réponses aux besoins grandissants de nos pairs.

La FAGE doit s'attacher à apporter toujours plus de réponses innovantes aux besoins des étudiants. Notre capacité de mobilisation, de création de solutions concrètes et immédiates complétant notre socle de positions revendicatives est la clé d'une démarche globale et porteuse de sens. Cet aspect de notre projet de défense des droits matériels et moraux des étudiants nous garantit de ne jamais tomber dans l'incantation stérile et anxiogène, posture de confort que nous devons refuser.

Cette démarche concrète et globale, pragmatique et ambitieuse se donne à voir dans l'identité même de nos associations. L'association étudiante est aujourd'hui un lieu de liberté, d'ouverture à l'autre et au monde mais aussi d'expérimentation de la responsabilité et de confrontation au débat d'idées. De fait, l'association étudiante fait probablement partie des lieux les plus initiatiques en terme de vie collective et de débat public. Elle doit être un forum citoyen et républicain, faisant fi des partis et des postures pour permettre à chacun de développer librement sa pensée et de l'exprimer.

La FAGE, elle, doit attacher une importance primordiale à incarner une organisation de masse construite sur l'amalgame républicain des opinions et des idées. Notre indépendance nous est trop chère pour que nous la laissions être sacrifiée à des intérêts partisans.

Il me faut enfin aborder une des grandes responsabilités qui sera la mienne, mais aussi celle de l'ensemble des militants, engagés bénévolement dans les associations membres de la FAGE. L'année qui s'annonce sera porteuse d'échéances électorales cruciales, tant locales que nationales. Convaincus que nous portons le projet le plus juste et garant de progrès, le plus universel, le projet qui vise l'intérêt de tous, et non l'avidité partisane de quelques uns, nous avons un devoir de victoire. Et ce, non pas pour nous, ni pour la FAGE, mais bien pour les étudiants que nous défendons, que nous représentons et qui, au quotidien, nous confient largement leur confiance.

C'est donc avec la conviction forte que la FAGE, à travers chacune de ses deux mille associations, possède les capacités d'innovation, de courage et de volonté nécessaire au rayonnement de nos valeurs humanistes de progrès et de solidarité au service de l'intérêt général, que je désire conclure cette parole en confiant les derniers mots à Dan Millman, un homme qui a su ne jamais manquer de hauteur de vue : "Le secret du changement consiste à concentrer son énergie pour créer du nouveau, et non pas pour se battre contre l'ancien".

Pour l'équipe candidate,
Alexandre Leroy

▶ Générer le pouvoir d'agir

Liste candidate à l'élection du bureau national de la FAGE | 2014 - 2015 ▶



▶ Alexandre LEROY

Candidat à la Présidence

Étudiant en Histoire à Angers

2013-2014 - 1er VP en charge de la Coordination et de la Stratégie des Elections

2012-2013 - VP en charge de la Coordination et de la Stratégie des Elections

2011-2012 - Président de la Fé2A



▶ Charles BOZONNET

Candidat à la 1ère Vice-Présidence en charge des Affaires Académique

Étudiant en Sciences-Economiques à Lyon

2013-2014 - Vice-Président en charge des Affaires Académiques de la FAGE

2012-2013 - Vice-Président Représentation de GAELIS

2011-2012 - Président d'Ebrieco



▶ Aurore BUINO-LANVIN

Candidate au Secrétariat Général

Étudiante en Psychomotricité à Lille

2013-2014 - Secrétaire générale & VP Formation à la CAEML

2012-2013 - VP ESR à ANEP

2011-2012 - Secrétaire générale à Psycho'Mouv



▶ Gaëtan CONSTANT

Candidat au Secrétariat Général Adjoint

Étudiant en Ingénierie à Lyon

2013-2014 - Président de GAELIS

2012-2013 - Vice-Président en charge de l'AGORAé de GAELIS

2011-2012 - Vice-Président du BDE Polytech Lyon

▶ Générer le pouvoir d'agir

Liste candidate à l'élection du bureau national de la FAGE | 2014 - 2015 ▶



▶ Kim JAMMES

Candidate à la Trésorerie

Étudiante en Médecine à Saint-Étienne

2013-2014 - Trésorière de la FAGE

2012-2016 - VPE de l'Université Jean-Monnet

2012-2013 - Trésorière de la FASEE



▶ Yoann CONAN

Candidat aux Relations Presse

Étudiant en Médecine à Brest

2013-2014 - Secrétaire Général de l'ANEMF

2012-2013 - Vice Président de la CEMB



▶ Anna SCELLIER

Candidate à la Vice-Présidence en charge de l'International

Étudiante en Ergothérapie à Créteil

2013-2014 - Vice-Présidence Mobilité et Relations Internationales à l'UNAAE



▶ Victor BYGODT

Candidat à la Vice-Présidence en charge de l'Innovation Sociale

Étudiant en Droit à Lille

2013-2014 - Vice Président Solidarité à la FEUCL

2012-2013 - Secrétaire Général de la FEUCL

2011-2012 - Président de la FEUCL

▶ Générer le pouvoir d'agir

Liste candidate à l'élection du bureau national de la FAGE | 2014 - 2015 ▶



▶ Alexane RIOU

Candidate à la Vice-Présidence en charge de la Coordination des Élu.e.s

Étudiante en Géographie à Brest

2013-2014 - Vice Présidente Représentation à la FédéB

2014-2016 - Élu.e au Conseil d'Administration de l'Université Bretagne-Occidentale

2012-2013 - Présidente de Géo-Horizon / Élu.e à l'UFR LSH de l'UBO



▶ François DESCACQ

Candidat à la VP en charge de la Coordination et de la Stratégie des Elections

Étudiant en Droit à Nice

2013-2014 - 1er Vice-Président Développement & Formation de l'ARES

2012-2013 - Chargé de mission QS à l'ARES



▶ Thomas SALMON

Candidat à la Vice-Présidence en charge des Affaires Sociales

Étudiant en Urbanisme à Créteil

2013-2014 - Chargé de mission Promotion des Droits et de l'Égalité à la FAGE

2012-2013 - Comité de l'AGEP

2011-2012 - Président de l'Oekoumène



▶ Thibaut DENIS

Candidat à la Vice-Présidence en charge de la Coordination de la Formation

Étudiant en Médecine à Nantes

2013-2014 - Chargé de mission Formation à la FAGE

2012-2014 - VPE du CROUS de Nantes - Pays de la Loire

2011-2012 - Chargé de mission Projet à l'ANEMF

▶ Générer le pouvoir d'agir ▶

Liste candidate à l'élection du bureau national de la FAGE | 2014 - 2015 ▶



▶ Maxime DESMARIS

Candidat à la VP en charge de la Coordination des Fédérations et du Développement Associatif

Étudiant en Pharmacie à Amiens

2012-2014 - VPE du CROUS Picardie

2012-2013 - VP PCS de la FAEP



▶ Hamid SAIDI-NEDJAD

Candidat à la VP en charge de la Stratégie de Développement du Réseau

Étudiant en Sciences à Strasbourg

2013-2014 - Président de l'AFNEUS

2012-2013 - 1e Vice-Président de l'AFNEUS



▶ Maurane VIOLET

Candidate à la mission « Culture »

Étudiante en Communication Politique à Créteil

2012-2013 - Membre de la commission « Culture » de la FAGE

2012-2013 - Présidente de Iotopia

2011-2013 - Élu(e) à l'UFR Histoire de l'Université Paris 1



▶ Antoine JACQUET

Candidat à la mission « Innovation pédagogique et supports de Formation »

Interne en Médecine Générale à Angers

2012-2014 - VPE de l'Université d'Angers

2010-2012 - Administrateur de l'ANEMF et de la Fé2A

2009-2010 - Vice Président Tutorat de la CoMA



▶ Yannick FABRE

Candidat à la mission « réseaux et implications des anciens étudiants »

Étudiant en Informatique à Orsay

2012-2014 - VPE de l'Université Paris-Sud / SG de la CEVPU

2010-2012 - Élu au CA de l'Université Paris-Sud

2008-2010 - Président de la FASECO (FAPS)

Nous avons choisi de formuler notre projet pour la mandature 2014-2015 du bureau national de la FAGE de manière à le rendre accessible et lisible par tous. Organisé en deux parties d'égale importance à nos yeux, il propose de détailler dans un premier temps le projet politique que doit selon nous porter la FAGE afin d'être un outil universel et efficace de mise en capacité des jeunes et de représentation des étudiants ; un outil en mesure de générer le pouvoir d'agir. Dans sa seconde partie, il présente les grandes lignes qui doivent diriger l'action de la FAGE et les choix de pilotage nécessaires à assurer la réussite de ses missions. Nous portons l'espoir que ce choix de formulation saura refléter de manière exhaustive la vision qui nous anime.

La liste « Générer le pouvoir d'agir »

SOMMAIRE :

DES JEUNES EN CAPACITÉ D'AGIR SUR LA SOCIÉTÉ	9
GARANTIR L'ÉGALITÉ D'ACCÈS À L'ÉDUCATION	9
Déconstruire les barrières sociales d'accès à l'Enseignement Supérieur	9
Construire un système Enseignement Supérieur accessible	11
Garantir un parcours éclairé et choisi	13
OEUVRER POUR UN SYSTÈME PROMOTEUR DE RÉUSSITE	14
Garantir des diplômes de qualité grâce au parcours personnel de formation	14
Impulser une révolution pédagogique centrée sur l'étudiant	16
Une structure réformée, dynamique, garante de réussite	17
GARANTIR L'EXERCICE DE LA CITOYENNETÉ ET L'ACCÈS À L'ENGAGEMENT	18
Jeunesse engagée : la promotion de l'Intérêt Général par l'engagement associatif	19
L'association étudiante : actrice majeure d'éducation populaire	20
Infuser l'action citoyenne	21
UN PILOTAGE STRATÉGIQUE ET DÉMOCRATIQUE	22
PROMOUVOIR UNE ORGANISATION QUI APPORTE DES SOLUTIONS CONCRÈTES AUX ÉTUDIANTS	22
Affirmer notre action de terrain, au contact permanent des étudiants	22
Renforcer notre ancrage territorial	23
Toujours développer de nouvelles réponses innovantes par le projet	24
METTRE NOS FÉDÉRATIONS ET NOS MILITANTS EN CAPACITÉ DE PORTER LE PROJET FAGE	25
Un processus de prise de décision démocratique et indépendant assumant sa volonté participative et suscitant l'adhésion	25
Une politique de formation globale devant répondre aux enjeux multiples d'un public varié	26
Un accompagnement plus étroit des fédérations, syndicats et AGE	27
POURSUIVRE LA MONTÉE EN PUISSANCE DE LA FAGE	28
Une gestion pérenne des ressources humaines et matérielle de la fédération	28
Une place indiscutable d'interlocuteur de premier ordre	28
Un écho médiatique et une visibilité publique renforcée	30

DES JEUNES EN CAPACITÉ D'AGIR SUR LA SOCIÉTÉ

La FAGE est un formidable outil au service des jeunes et de leur mise en capacité. Son action doit permettre au plus grand nombre de comprendre, de s'investir et de choisir. Elle est par nature et par définition une fédération rassemblant en son sein des associations générales étudiantes, des syndicats étudiants et des fédérations étudiantes, disciplinaires ou territoriales.

Experte de vie étudiante, d'enseignement supérieure et de jeunesse, la FAGE a conscience que l'accès à l'éducation, à la réussite et la citoyenneté sont des leviers d'émancipation puissants. Elle doit agir sur ces trois domaines afin de permettre à tous les jeunes qui le souhaitent d'accéder à l'enseignement supérieur, à un diplôme de qualité et à l'exercice d'une citoyenneté active.

GARANTIR L'ÉGALITÉ D'ACCÈS À L'ÉDUCATION

L'éducation est le levier incontournable de l'émancipation d'un individu. Au niveau sociétal, elle est moteur de développement, de dynamisme et d'innovation mais surtout d'égalité et de justice sociale. Pourtant, force est de constater que de nombreuses barrières tendent à restreindre l'accès à l'éducation.

La FAGE doit oeuvrer à faire en sorte que le capital financier, social et culturel d'un jeune ne représente pas un frein à son accès à l'éducation et au diplôme. Nous devons nous attacher à revendiquer avec force un système ambitieux d'aides sociales, directes comme indirectes, répondant mieux aux besoins des étudiants. Nous devons refuser catégoriquement les sirènes de la sélection à l'entrée que certains aimeraient faire passer pour la solution aux maux que rencontrent nos universités. La FAGE doit apporter des réponses concrètes, au plus proche de l'étudiant, afin d'améliorer son quotidien, et pallier aux insuffisances qu'elle dénonce.

Déconstruire les barrières sociales d'accès à l'Enseignement Supérieur

Agir en faveur d'aides sociales équitables et justes, refusant l'égalitarisme stérile, c'est déconstruire la première barrière d'accès à l'éducation. Le système d'aides sociales envers les étudiants doit permettre une relance de la démocratisation de l'Enseignement supérieur et de la Recherche. Alors que 28% des étudiants sont contraints de se salarier pour étudier, l'action de la FAGE doit permettre à

chacun d'envisager sereinement son cursus, et doit s'assurer qu'un choix de salariat ne soit jamais contraint par une obligation financière. Cette action doit prioritairement se porter sur la mise en place de l'Aide Globale d'Indépendance, par un investissement financier de l'État envers le logement social et la restauration à tarification sociale, par la garantie d'un accès à la santé simplifié et par l'action directe de nos associations qui doivent répondre aux besoins des étudiants de manière permanente et pragmatique.

Obtenir l'Aide Globale d'Indépendance et le Dossier Social Etudiant Unique

Les bourses sur critères sociaux ne sont aujourd'hui plus en mesure d'assurer leur mission de justice sociale. Leur action ne suffit pas à relancer la démocratisation de l'enseignement supérieur et ne permet pas à tous les jeunes qui le souhaitent d'accéder à la formation. La mise en place de deux nouveaux échelons est un premier pas vers ce que la FAGE revendique. Pour autant, l'action en faveur d'un système d'aides sociales plus juste ne peut s'arrêter à ces mesures. La FAGE doit exiger la mise en place de l'Aide Globale d'Indépendance afin de garantir à tous les étudiants une aide adaptée à leurs besoins, calculée sur les revenus de leur foyer fiscal de rattachement.

L'AGI doit mettre fin à la précarité administrative par le regroupement de toutes les aides actuelles, bourses sur critères sociaux, logement, santé, en un seul dispositif. Sa mise en place implique l'intégration des étudiants aujourd'hui gérés par les régions, en particulier les étudiants des formations sanitaires et sociales afin que ceux-ci puissent avoir les mêmes

droits. En faisant du CROUS le guichet unique de l'action sociale envers les étudiants et l'acteur central de vie étudiante, l'action de la FAGE doit tendre à l'intérêt général, à la justice sociale et à l'égalité des droits.

Un dispositif d'aide directe tel que l'AGI est garant de l'accessibilité de chacun à l'enseignement supérieur, il est de notre responsabilité collective de porter cette revendication avec force, notamment lors des élections des représentants étudiants aux conseils d'administration des CROUS afin d'en obtenir la mise en place rapide et totale.

Militer pour des aides indirectes adaptées et permanentes

Les aides indirectes que sont la restauration à tarification sociale et le logement sont elles aussi des leviers incontournables de justice sociale dans l'accès à l'éducation. A ce sujet, la FAGE devra exiger l'ouverture de négociations, dès l'automne, autour de la mise en place d'un Plan de Vie Etudiant.

La restauration, besoin incompressible, est pourtant la première variable d'ajustement de budgets étudiants toujours plus resserrés. Le logement quant à lui représente plus de 50% de ces mêmes budgets. Une politique sociale ambitieuse doit prendre en compte ces deux besoins avec plus de force qu'en l'état actuel. Force est de constater qu'en se voyant privé de 6,6 millions d'euros relatifs à la restauration lors du vote de son dernier budget, le CNOUS n'est pas en mesure de garantir un accès optimal de tous les étudiants à une restauration de qualité et à tarification sociale. Année après année, le prix du ticket de restauration universitaire augmente, mais plus que cette augmentation, ce qui doit nous alerter est le désengagement continu de l'État dans son financement. Ces choix politiques se répercutent inmanquablement sur le quotidien des étudiants !

La FAGE doit agir pour une politique de restauration étudiante plus ambitieuse et dotée de plus de moyens. Ces revendications doivent s'accompagner de services et de projets innovants apportant des solutions immédiates, comme peuvent le faire nos cafétarias et nos AGORAé ; nous devons à la fois incarner une force de revendication et une force d'innovation par le projet.

L'accès au logement est une condition majeure de réussite et d'émancipation pour un jeune. Néanmoins, il demeure aujourd'hui trop complexe pour beaucoup d'entre eux. Parmi les étudiants qui parviennent à accéder à un logement autonome, la part qui doit se salarier et sacrifier d'autres dépenses nécessaires est trop grande. Si les récentes annonces concernant le plan 40.000 logements sont positives, la FAGE doit agir en faveur de politiques plus larges. L'encadrement des loyers doit s'appliquer pour les logements de petite surface dans les villes universitaires, souvent sujettes à tension. L'État et les collectivités territoriales doivent permettre plus de constructions de logements sociaux gérés par le CROUS, les municipalités doivent quant à elles mettre plus facilement à disposition des CROUS des terrains constructibles à faible coûts. La FAGE doit aussi réfléchir aux réponses innovantes de logement solidaire que ses associations peuvent apporter, dans le souci permanent d'ancrer notre action dans le concret et sur le terrain.

La FAGE place le dialogue social au coeur de son action pour les étudiants, pour autant nous aurons à envisager collectivement et sérieusement tous les moyens et toutes les réponses nous permettant de mettre un coup d'arrêt au désengagement financier de l'État dans les missions des CROUS.

Démocratiser l'accès aux soins

L'accès aux soins des étudiants est trop souvent traité comme une problématique de second plan par les politiques publiques. Population considérée comme globalement en bonne santé, les étudiants souffrent pourtant d'un système injuste, ne permettant pas un accès convenable aux soins, et faisant craindre une situation sanitaire préjudiciable dans les années à venir. Premier immobilisme à abattre, le régime de sécurité sociale étudiante doit aujourd'hui être supprimé, et la délégation de service public attribuée aux mutuelles étudiantes éconduite afin de confier la gestion des remboursements obligatoires des étudiants à la Caisse Nationale d'Assurance Maladie ; en d'autres termes, de les placer dans le droit commun. Délais de remboursement de plusieurs mois, délivrance des cartes vitales trop lente, accessibilité minimale à un conseiller : les mutuelles étudiantes démontrent aujourd'hui qu'elles ne sont structurellement pas en

mesure d'assumer la charge des plus de 2,4 million d'étudiants que l'État leur demande de gérer et le système lui-même atteint ses limites puisque initialement conçu pour 300 000 étudiants.

La FAGE doit aussi s'assurer que les centres universitaires de santé soient bien porteurs de l'ambition qui a accompagné leur mise en place. Ces centres doivent notamment ouvrir l'accès aux soins spécifiques. Ils doivent permettre à tous les étudiants d'accéder aux soins. Dans un souci de cohérence et d'efficacité, la gestion de ces centres et les dotations financières de l'État qui l'accompagnent doivent être confiées aux CROUS, opérateurs centraux de vie étudiante afin de rapprocher cette mission sanitaire de la mission sociale des oeuvres.

Les déterminants sociaux pèsent dans la capacité d'un individu à accéder aux soins. L'action de prévention et de promotion de la santé doit ainsi être permanente et globale. La FAGE doit réclamer des moyens spécifiques à cette mission, afin que les centres de santé puissent l'assurer. Cependant, nos associations doivent poursuivre leur politique en faveur de la prévention et de la promotion de la santé auprès des étudiants. Notre mission d'éducation populaire trouve aussi sa déclinaison dans la prévention par les pairs et la mise en capacité de tous de comprendre les enjeux liés à sa propre santé, aux mécanismes de protection sociale et à la prévention des risques.

Construire un Enseignement Supérieur accessible

Notre système d'Enseignement supérieur et de Recherche doit illustrer une volonté collective d'intérêt général, plaçant le renforcement des capacités des jeunes parmi les priorités de développement et de progrès de notre société. Il doit être conforté comme un bien public et financé comme tel. Ce système doit placer l'Université, ses missions et ses principes au coeur de son organisation, dans une optique de coopération renforcée entre les établissements. La FAGE doit poursuivre ses efforts de sensibilisation et de revendication portant sur ce que nous estimons être les fondements d'un système ouvert et assumant son rôle d'ascenseur social : le financement majoritairement étatique et la non sélection à l'entrée. Parce que nous refusons

la conception individualiste de l'accès au diplôme et la vision élitiste revendiquant la mise en place de la sélection à l'entrée, nous devons être en mesure de garantir que l'enseignement supérieur reste une mission de service public garantissant à tous les jeunes un accès de droit.

Garantir un système public, financé de manière collective par l'impôt

L'éducation est un enjeu primordial pour notre société puisqu'elle a pour but de renforcer les capacités des jeunes qui feront demain son dynamisme et sa vitalité. Dans un contexte globalisé de concurrence mondiale, notre société doit générer de l'innovation et du progrès, renforcer sa recherche et son transfert mais aussi réhausser le niveau global de qualification. Les objectifs de diplomation d'une classe d'âge doivent répondre à ces problématiques qui nous concernent tous. L'enseignement supérieur est donc un outil public agissant comme moteur d'une dynamique devant répondre à des enjeux collectifs. Face à la crise du financement de nos universités, certaines voix s'élèvent en faveur de la hausse de la participation directe des étudiants au coût de leur formation. Faisant souvent passer cette proposition comme une mesure de bon sens, et parfois même de justice en sous-entendant que les frais pourraient être modulés selon les revenus des foyers, les promoteurs d'une conception individualiste de l'enseignement supérieur cachent toujours l'idée qui les anime : faire du diplôme une marchandise commerciale comme une autre. La logique, déjà à l'oeuvre, s'illustre notamment avec la proposition récurrente de différencier les frais d'inscriptions des étudiants français et des étudiants internationaux.

La FAGE doit s'opposer à cette conception, et sensibiliser au fait que les étudiants internationaux participent au rayonnement de nos universités et au dynamisme de notre économie et doivent donc, en ce sens, avoir accès aux mêmes droits que les étudiants de nationalité française.

La FAGE doit militer pour la défense du service public, en sensibilisant à l'intérêt collectif que porte l'enseignement supérieur et en s'opposant avec fermeté à toute introduction de la logique d'augmentation des frais d'inscriptions tendant à faire porter le financement du système sur les étudiants. Le financement collectif par l'impôt est

par nature juste, et module lui aussi, par définition, la contribution de chaque contribuable. L'enjeu est crucial et chaque élu de la FAGE doit être conscient de son degré de responsabilité lorsque la question du financement se pose.

La priorité jeunesse que s'est donné François Hollande lors de sa campagne électorale doit, deux ans après son élection, se traduire par un effort conséquent envers le financement des universités. La politique du "plus avec moins" a atteint ses limites et la situation n'est plus tenable. Sélection au tirage au sort, amphithéâtre bondés, taux d'encadrement en diminution, infrastructures non rénovées, la liste est préoccupante.

La FAGE doit revendiquer et obtenir un plan de financement des universités afin de leur donner les moyens de leurs ambitions.

Asseoir l'université au coeur du Supérieur

Afin d'assurer une égalité de traitement, la FAGE doit poursuivre la bataille de l'intégration universitaire, notamment des formations sanitaires et sociales qui ne bénéficient à l'heure actuelle ni d'un accès garanti à l'enseignement supérieur dans le cas des instituts lucratifs, ni de représentation étudiante. L'adossement des formations à la recherche est un gage de qualité ; une formation ne s'appuyant pas sur les travaux de recherche est une formation péremptoire.

Il est impérieux d'accompagner cette intégration par l'application à ces formations des principes de Bologne, et notamment de l'approche Licence-Master-Doctorat. La formation ne doit pas être un outil d'aménagement du territoire, à l'instar de l'approche qu'ont régulièrement les régions lorsqu'elles gèrent l'implantation d'instituts de formation.

Après avoir obtenu la co-tutelle de l'ensemble des formations lors des négociations de la loi du 22 Juillet 2013, la FAGE doit poursuivre la pression sur la phase opérationnelle de cette disposition et réclamer la publication des décrets d'application. Les regroupements, et en particulier les Communautés d'Université et d'Établissements (COMUE) ouvrent d'intéressantes perspectives en terme de vie étudiante, de formation et de recherche. Pour

autant, la FAGE doit s'assurer que les grands principes, qu'elle place comme fondements à un regroupement réussi, s'appliquent et se pérennisent.

Les contrats de site des COMUEs doivent être portés par les Universités, coordinateurs naturels des politiques de recherche, de formation et de vie étudiante. Le rapprochement des écoles d'ingénieurs aux universités grâce aux COMUEs répond à une position historique de la FAGE prônant un enseignement supérieur centré autour de l'Université.

S'il ne s'agit bien évidemment pas d'adopter une attitude ultra-normative, la mutualisation des bonnes pratiques en terme de pédagogie, de transfert de la recherche, d'esprit d'innovation et de qualité des formations d'ingénieurs vers l'Université doit être une priorité.

Refuser la sélection à l'entrée de l'université

L'enseignement supérieur étant un bien public et l'élévation du niveau de qualification des jeunes un objectif collectif, la sélection à l'entrée ne peut représenter qu'une barrière nuisible aux efforts nécessaires de démocratisation de l'accès au diplôme. Plus une sélection est précoce, plus elle tend à s'effectuer sur les déterminants socioculturels. L'accepter serait faire de l'enseignement supérieur un outil supplémentaire de reproduction sociale. Il est notoire que les jeunes n'ont pas tous accès aux mêmes chances de réussite selon le capital socio-culturel et les capacités financières de leurs foyers. La FAGE refuse et doit continuer de refuser que l'outil de progrès d'une société soit dévoyé en opérateur d'exclusion et d'élitisme.

La sélection à l'entrée doit être refusée avec conviction, sous toutes ses formes, même les plus insidieuses à l'image de la sélection par tirage au sort. La FAGE doit aussi combattre avec fermeté l'idée selon laquelle « l'échec » en licence tient en large partie d'une prétendue surpopulation étudiante et d'une non-sélection. La réussite en licence passera par l'engagement fort du gouvernement au regard de la mission d'intérêt général de son service public d'enseignement supérieur ; engagement devant se traduire par un réinvestissement financier fort envers le système dans son ensemble, et prioritairement envers sa mission de formation.

Garantir un parcours éclairé et choisi

L'orientation active doit être un chantier prioritaire pour la FAGE. Cette première étape d'un parcours dans le supérieur est souvent la plus sujette à risques. Encore une fois, nul n'est égal face à ses capacités de faire un choix éclairé, les étudiants issus des milieux les plus précaires se censurant dans une plus large mesure que les autres populations. Le monopole de l'ambition ne peut prendre fin qu'avec la mise en place d'un véritable service public d'orientation, mettant à disposition de tous, les informations les plus larges quant au fonctionnement du système d'enseignement supérieur.

L'orientation ne doit, par ailleurs, plus être une étape couperet et définitive, induisant à tort la notion d'échec lorsqu'un étudiant désire se réorienter. Il faut au contraire généraliser la spécialisation progressive en premier cycle et développer l'apprentissage tout au long de la vie afin de rompre avec la conception française poussant à concevoir un parcours uniquement par le prisme tubulaire.

Obtenir la création d'un véritable Service Public d'Orientation

L'orientation est un des leviers permettant l'épanouissement et la réussite du jeune dans sa formation, mais lorsqu'elle n'est ni éclairée ni choisie, elle porte une grande responsabilité dans les décrochages de certains étudiants. Une part trop importante d'étudiants avouent qu'ils ne s'attendaient pas à ce qu'ils ont découvert en arrivant dans le supérieur. Si ce constat n'est pas automatiquement préjudiciable, il est révélateur des efforts que notre système doit mener en terme d'orientation.

La FAGE doit obtenir la mise en place d'un Service Public d'Orientation mettant en synergie les acteurs existants et s'appuyant sur un plan de recrutement de conseillers d'orientations psychologues, dont il est impérieux de repenser la formation. En cohérence avec l'acte 3 de décentralisation, il est nécessaire de mettre en place une concertation étroite entre les établissements d'enseignement supérieur, les régions, les établissements scolaires et les rectorats.

Instaurer un droit au remord pour une orientation non figée

L'orientation ne doit plus être considérée comme une sanction, ou comme une étape figée du parcours d'un jeune. En ce sens, la FAGE entend défendre la généralisation du droit au remord pour les étudiants qui souhaiteraient se réorienter dans le supérieur.

Il faut ainsi mettre en place des dispositifs pédagogiques visant à détecter le plus tôt possible les étudiants en difficulté afin de leur permettre, s'ils le souhaitent, de se réorienter vers une formation adéquate au plus vite. Dans ce cadre, la mise en place de dispositifs souples tels que le semestre rebond doit être promue, conformément à la logique de semestrialisation prônée par le processus de Bologne et soutenue par la FAGE. Ils permettent aux étudiants qui souhaiteraient se réorienter ou qui ont du mal à s'adapter à la méthodologie de travail au sein de l'université de poursuivre leurs études sans temps morts dans leur formation.

Dans cette démarche, le tutorat en premier cycle prend tout son sens. L'action de tutorat par les pairs permet un suivi permanent de l'étudiant. Les associations de la FAGE sont précurseurs sur ce point, il s'agit maintenant de tendre à la généralisation de dispositif à forte plus value sociale.

Il est aujourd'hui intolérable que 12 ans après la réforme Licence-Master-Doctorat, le master n'existe pour ainsi dire « pas ». Alors qu'il est sensé être constitué en tant que un cursus de 4 semestre, l'organisation actuelle du master rappelle les vestiges des anciens DESS et DEA puisqu'il met en place la sélection entre le master 1 et le master 2.

La FAGE est opposée à ce qu'une sélection s'exerce entre les deux années de master et devra revendiquer la mise en place d'un système d'Admission Post-Licence afin d'articuler le premier et le second cycle universitaire.

Ce système permettra à chaque étudiant d'accéder à un master en opérant, à l'instar de la procédure d'inscription via APB, à une hiérarchisation de ses choix.

L'apprentissage tout au long de la vie

La formation tout au long de la vie est, pour la FAGE, un chantier particulièrement stratégique qui nécessite un effort de la part de toutes les parties prenantes, État, Régions, Universités et organisations étudiantes. Il sera nécessaire d'étoffer le socle de position de la FAGE à ce sujet.

L'acception française consiste à affirmer que la vie se sépare en trois moments imperméables : l'apprentissage, l'exercice professionnel et la retraite. La FAGE devra s'assurer de la promotion et du développement de dispositifs permettant des allers-retours entre ces différentes étapes. L'apprentissage tout au long de la vie, la validation des acquis de l'expérience et la démocratisation de l'accès des formations du supérieur aux adultes doivent être les applications opérationnelles d'une politique visant à rompre la linéarité des parcours de vie.

OEUVRER POUR UN SYSTÈME PROMOTEUR DE RÉUSSITE

Si notre système éducatif est un levier primordial pour l'accès à une citoyenneté active, il est aujourd'hui malade dans sa conception de la réussite. L'ensemble de ses rouages concourt à la stigmatisation de l'échec et de l'innovation, là où au contraire il devrait faire la promotion de la réussite et de l'esprit d'initiative.

Il est remarquable de s'apercevoir que pour un étudiant, tout changement de situation dans l'enseignement supérieur, tout changement de trajectoire, toute déviation par rapport à la «ligne naturelle», soient vécus dans les faits comme un déclassement socio-éducatif. Alors que l'âge moyen d'un étudiant est de 21,5 ans en France, contre 26,6 au Danemark, 26 au Royaume-Uni et 25,5 ans en Suède, cette situation doit nous interpeller.

Il est nécessaire de promouvoir une logique positive, basée sur l'acquisition de compétences, s'appuyant sur une pédagogie renouvelée, et n'ayant pas peur d'utiliser tout le potentiel offert par les

regroupements d'établissements, en plus particulier les COMUEs. Cette nécessité de renverser la vapeur, d'aborder une logique positive et de ne pas avoir peur de toute évolution, afin de faire du système éducatif un système promoteur de réussite, doit être notre priorité.

Garantir des diplômes de qualité grâce au parcours personnel de formation

La FAGE estime que la qualité d'une formation se mesure moins au taux d'échec qu'elle génère qu'à sa capacité à amener tous les étudiants vers la réussite. Permettre à l'étudiant d'être acteur de la construction de son parcours personnel de formation est un levier de réussite à exploiter. La FAGE milite pour la mise en place de parcours-types personnalisés s'inscrivant dans le cadre national des formations. Ces derniers doivent impérativement s'appuyer sur le paradigme de l'approche par compétences, caractérisée par une meilleure transversalité des cursus, une progressivité des enseignements et un rôle central occupé par l'apprenant dans son apprentissage.

Généraliser l'approche compétences

Le diplôme demeure le meilleur rempart contre le chômage. Aussi, est-il nécessaire de tout mettre en oeuvre afin d'en améliorer la reconnaissance et la qualité. La généralisation de l'approche par compétences est de ce point de vue un excellent levier afin de faire des diplômes universitaires des diplômes reconnus. Malheureusement, force est de constater que les référentiels de compétences n'ont jamais pu atteindre la phase opérationnelle dans l'intégralité des établissements d'Enseignement supérieur et de Recherche et au sein des équipes pédagogiques.

En Janvier 2014, la FAGE a obtenu la mise en place du cadre national des formations. Ce dispositif précise notamment les dispositions relatives à l'organisation des diplômes nationaux de Licence, de Licence professionnelle et de Master. Le cadre national des formations renforce la place des conseils de perfectionnement, permettant aux étudiants d'évaluer leur formation. La FAGE doit saisir l'opportunité de ces conseils pour enfin faire de l'approche par compétences une réalité au

sein des formations. Ces évaluations doivent être au service de la formation continue des enseignants-chercheurs, permettant l'amélioration des pratiques pédagogiques, en lien avec les Écoles Supérieures du Professorat et de l'Éducation (ESPE). À ce titre, la reconnaissance des activités pédagogiques des enseignants-chercheurs doit être mise en œuvre par le ministère.

L'approche par compétences doit devenir une réalité pour chaque étudiant, et c'est bien la FAGE qui devra porter cette responsabilité, elle qui fut la seule organisation à appeler de ses vœux, dès le début des années 2000, cette rénovation pédagogique.

Promouvoir des parcours pluridisciplinaires

Le monde socio-économique doit sans cesse s'adapter à un environnement en mouvement. Il a besoin de transversalité et de diplômés capables de faire l'interface entre plusieurs disciplines. Les universités développent depuis des années l'interdisciplinarité au sein des communautés de chercheurs. C'est d'ailleurs de cette pratique de l'interdisciplinarité que les grandes innovations techniques, technologiques, scientifiques et intellectuelles récentes sont nées.

La progression dans l'apprentissage est une composante de l'approche par compétences. La FAGE revendique un principe de progressivité, méthodologique et pédagogique, dans les enseignements afin d'inscrire l'orientation de l'étudiant sur le temps long, et non comme une sanction. Cette spécialisation progressive doit s'appliquer tout au long de la formation, et prioritairement en premier cycle. Pour cela, la FAGE doit œuvrer à généraliser le système de majeure/mineure pour l'ensemble des formations, permettant le développement et la promotion de parcours pluridisciplinaires.

Notre responsabilité doit être d'agir au sein des établissements afin d'élaborer des offres de Licence prévoyant des organisations pédagogiques qui ne ferment aucune porte en début de cycle, et ce jusqu'en L2, et proposant des paliers de réorientations non-stigmatisants afin que l'étudiant puisse accéder à la mention de licence de son

choix.

Permettre une insertion professionnelle cohérente, choisie et réussie

Si la FAGE doit militer pour une déclinaison opérationnelle de l'approche par compétences au sein des cursus, elle doit aussi toujours s'attacher à faire en sorte que le diplôme soit le garant d'une cohérence entre les compétences validées. Il ne s'agit pas en effet d'aboutir vers un système tout à fait à la carte délivrant des amas de certifications isolées. Le diplôme doit être l'ensemble cohérent de compétences lisibles, tant pour le jeunes lors de son orientation, que pour le potentiel employeur.

L'approche par compétences doit se décliner dans la délivrance d'une annexe descriptive au diplôme, aussi appelée supplément au diplôme, explicitant et formalisant les compétences que l'étudiant a acquis tout au long de son cursus. Cet outil simple permet aussi de faire mentir l'image, que certains aiment à donner de l'université : un système qui ne prépare pas un jeune à l'emploi. Cette annexe descriptive doit également valoriser les compétences non-formelles acquises par l'étudiant, qui sont autant de richesses apportées à son diplôme.

La FAGE est aussi favorable à ce que soient expérimentés des dispositifs permettant aux étudiants décrocheurs, qui aujourd'hui sortent du système sans bagages, d'obtenir des certifications. À cet effet, la FAGE doit explorer les pistes des certifications de blocs de compétences validées, délivrables aux étudiants en situation de décrochage afin que ces derniers puissent les valoriser dans un projet de réorientation ou d'insertion professionnelle. Ce dispositif permet de contribuer, à sa hauteur, à la mise en capacité des jeunes.

La FAGE a obtenu avec le cadre national des formations la fin de la dichotomie entre le Master "professionnel" et le Master "recherche", par la mise en place de parcours-types plus inclusifs. Cependant, il est à noter que, dans les faits, cette dernière perdure. La FAGE doit donc être particulièrement vigilante à ce que le cadre national des formations soit bien appliqué dans les établissements.

Alors qu'il représente le diplôme le plus élevé de l'enseignement supérieur français, force est

de constater que le doctorat peine à insérer professionnellement ses diplômés. À ce sujet, la FAGE devra exiger la publication dans les plus brefs délais du décret d'application permettant aux titulaires d'un doctorat de candidater aux concours de la haute fonction publique. De même, la FAGE devra revendiquer la mise en place d'un cadre national de la formation doctorale, permettant de formaliser et de rendre plus lisibles les compétences des docteurs auprès du monde socio-économique. Enfin, la FAGE doit développer son expertise concernant l'émergence, la gestion et la plus-value des associations d'anciens étudiants. Ces associations, lorsqu'elles existent agissent comme complément aux missions des services universitaires d'orientation et d'insertion professionnelle, pouvant abonder ces derniers en offres de stage, d'alternance ou d'emploi.

Impulser une révolution pédagogique centrée sur l'étudiant

Plus que jamais, notre époque est marquée par l'émergence de défis nouveaux que le service public de l'enseignement supérieur doit savoir relever. Un de ces défis est la nécessaire révolution pédagogique. À l'aune du développement du numérique, des nouvelles méthodes pédagogiques, et de l'accès direct et constant au savoir, l'Université doit réussir à tirer profit de ces nouvelles potentialités, au bénéfice d'un changement de paradigme dans l'apprentissage des connaissances et des compétences.

Un enseignement centré sur l'étudiant

La FAGE doit revendiquer un changement de paradigme pédagogique. En effet, il est nécessaire de militer pour un enseignement construit par et pour l'étudiant dans lequel la posture de l'enseignant devient celle d'un facilitateur d'apprentissage. À l'heure du numérique, il n'est en effet plus le seul détenteur du savoir. Son action doit donc davantage être tournée vers la méthodologie et les techniques d'assimilation, illustrant en tous points la pensée de Stephen Downes : "Enseigner c'est modéliser et démontrer, apprendre c'est pratiquer et réfléchir".

Sortir de l'acception de la pédagogie qui pousse aujourd'hui des centaines d'étudiants à se masser

plusieurs heures durant dans un amphithéâtre pour prendre en note le cours d'un enseignant doit être une priorité de la FAGE. Nous devons tendre à imposer les pratiques centrées autour de l'étudiant, de son apprentissage et sa pratique des savoirs. La FAGE prône alors la mise en place de syllabus d'enseignement en début de chaque cours, afin que les objectifs pédagogiques soient clairement énoncés et que les étudiants puissent préparer leurs cours en amont, de sorte que le temps en amphithéâtre soit davantage consacré à des débats participatifs et interactifs.

Depuis l'entrée dans la scolarité, l'enfant, puis le jeune est conditionné dans une approche individuelle, voire individualiste de l'apprentissage ; les travaux de groupes ne sont que trop peu valorisés dans le système français. La FAGE doit porter des revendications en terme d'apprentissage social. En effet, les étudiants ne souhaitent plus seulement un enseignant debout devant la classe, mais bien un facilitateur qui encourage l'apprentissage collectif et connecté, au sein duquel chacun doit pouvoir s'engager et contribuer. La clé est de savoir relier les étudiants les uns aux autres, afin de changer la manière d'enseigner.

Si cette approche comporte une plus-value pédagogique indéniable, elle revêt deux autres intérêts de poids : l'intérêt social et sociétal consistant à faire réfléchir les jeunes les uns avec les autres plutôt que les uns contre les autres, et l'intérêt en terme d'insertion professionnelle consistant à être en mesure de doter les diplômés de compétences de travail en équipe et de réflexion collective. Ces capacités constituent la réalité des besoins du monde professionnel.

Faire de l'évaluation un outil pédagogique

L'approche par compétences doit permettre d'amorcer une réflexion essentielle sur le rôle de l'évaluation. Celle-ci, dans le supérieur se cantonne bien souvent en la photographie à un instant "t" d'une performance. Mais cette pratique n'est pas l'apanage du supérieur ; dès les premières "notes", l'élève est habitué à une logique de classement, d'évaluation qui tend à ce que la référence pour l'élève ne soit plus l'état d'acquisition d'une notion, d'une compétence, mais sa "place", son "rang" au

sein du groupe. Dès lors, la question de la vocation et de l'utilité de la note se pose avec force. La note est-elle l'indicateur le plus adapté à l'objet qu'elle doit décrire, ici, l'état d'acquisition d'une compétence ? Peut-on maîtriser une compétence à hauteur de 13/20, de 7/20 ?

Cette culture du classement par la note qui, si elle se révèle limitée dans son rôle d'indicateur de l'état d'acquisition d'une connaissance, induit aussi un biais pédagogique. Le caractère souvent individuel, voire individualiste de l'évaluation pousse les étudiants, habitués à cela depuis très jeunes, à sous-utiliser le travail de groupe, et l'enseignant à souvent délaisser l'évaluation collective.

Nous pensons que l'évaluation ne doit pas être une photographie-sanction d'une performance, mais bien un processus pédagogique connaissance à un moment donné, que la progression entre deux traces d'apprentissage. A cette fin, le contrôle continu est la modalité de contrôle de connaissances et de compétences qui se prête le plus à mesurer une progression.

La FAGE doit agir dans tous les établissements pour asseoir une vision de l'évaluation s'attachant plutôt à la validation de compétences, notamment par la mise en place du contrôle continu tel que la FAGE le conçoit, qu'à une logique de classement des étudiants s'appuyant sur une performance et non sur des acquisitions.

Espaces physiques et numériques : réimaginer la fonction du campus

La communauté universitaire se doit de définir ses attentes concernant l'utilisation du numérique dans la transmission des connaissances et compétences. Cette évolution profonde et structurelle doit poser la question de l'avenir des campus, des rythmes d'études et de l'usage de l'espace physique.

La FAGE se doit de porter des propositions concrètes tendant à faire de nos campus de véritables learning-centers, en repensant les missions, l'organisation et l'utilisation des infrastructures, mais aussi des ressources humaines des établissements d'enseignement supérieur.

Ainsi, nous devons sensibiliser, au sein du débat national et de chaque établissement au fait que

l'utilisation des infrastructures doit privilégier les temps d'expérience, d'interactivité, d'accompagnement, de recherche et de travaux collectifs. Le numérique, et notamment l'essor des cours en ligne nous autorise à penser que la diffusion des connaissances disciplinaires peut se penser de manière dématérialisée, si tant est que cela ne se fasse jamais au détriment de l'accessibilité à l'enseignement supérieur et à l'accompagnement pédagogique en présentiel. À cet effet, la FAGE doit veiller à ce que les universités anticipent ces évolutions en se dotant des équipements nécessaires à la réussite de leur mission de service public d'enseignement supérieur.

Une structure réformée, dynamique, garante de réussite

Le paysage de l'Enseignement supérieur et de la Recherche doit permettre, par sa structuration et son dynamisme, de porter le projet de société que la FAGE appelle de ses vœux. Là encore, nous ne saurions nous arrêter au conservatisme et au corporatisme de certaines catégories afin d'assumer le besoin d'une indispensable évolution du paysage universitaire.

Que cela soit à travers une politique d'assurance qualité ambitieuse et juste, ou à travers une politique de regroupement assumée, la structuration du système d'Enseignement supérieur et de Recherche se doit d'évoluer afin de gagner en dynamisme et de garantir une meilleure réussite aux étudiants.

L'assurance qualité au service d'un système performant et en mouvement

La FAGE est favorable à la logique d'assurance qualité prônée par le processus de Bologne. En effet, le développement d'une politique d'évaluation ambitieuse est la condition sine qua non d'une hausse de la qualité de notre système d'enseignement supérieur.

A ce titre, la FAGE doit continuer à prôner l'évaluation des enseignements par les étudiants, non pas dans une logique de stigmatisation des enseignants, mais bien dans un effort commun d'améliorer la politique de formation et les pratiques pédagogiques. Ces évaluations doivent être liées à une politique réaffirmée en matière de formation continue des

enseignants-chercheurs, en lien avec les ESPE.

Pour ce faire, le Haut Conseil à l'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur (HCERES) doit être doté de moyens suffisants afin d'assurer pleinement sa mission. Il doit être l'acteur central d'une politique d'assurance qualité globale et tournée vers l'avenir. Le rôle des étudiants membres du conseil de ce HCERES doit être central. Dans le cadre du processus d'accréditation, le HCERES doit également permettre un pilotage plus précis de la part du ministère, en accompagnant les établissements lors du renouvellement de leur formation.

La FAGE doit également militer contre la logique de classements d'établissements et d'universités, tant ces derniers attisent une concurrence qui n'a pas lieu d'être entre différentes institutions publiques. La FAGE devra continuer de prôner une logique de cartographie plurifactorielle, respectueuse des différentes facettes d'une université, et répondant plus complètement aux besoins des étudiants.

Regroupement : Quelles innovations pour les étudiants

La FAGE est favorable à une vision progressiste et pragmatique de l'enseignement supérieur et de la recherche. Ainsi, elle devra toujours refuser le dogmatisme et la facilité d'un positionnement démagogique et perpétuellement alarmiste. La FAGE s'est prononcée pour les regroupements d'universités et d'établissements, et plus particulièrement les COMUE, parce que ces structures ouvrent un potentiel inédit pour l'intégration universitaire de l'ensemble des formations. Il ne s'agit d'avoir peur de tout !

Cependant, il est à noter que les projets de COMUE aujourd'hui finalisés n'ont laissé que peu de place aux débats sur la coordination de la formation des sites concernés. Une structuration des regroupements au service de l'innovation pédagogique sera défendue par la FAGE. Il est en effet indispensable de sanctuariser l'accessibilité géographique des formations et ne créant pas de "collèges universitaires", c'est à dire de composantes exclusivement à un seul niveau de diplôme (Licence, Master ou Doctorat). En effet, un tel système remettrait en cause le principe

d'apprentissage par et pour la recherche qui est le cœur de l'université.

La FAGE doit également avoir le courage de ne pas refuser par principe la mutualisation de certains services universitaires, mais d'y réfléchir au cas par cas, afin de coller au plus près des besoins étudiants.

Enfin, la FAGE continuera d'exiger l'intégration des Centres régionaux des œuvres universitaires et scolaires (CROUS) aux regroupements d'universités et d'établissements afin que le plus grand nombre d'étudiant puisse avoir accès aux mêmes droits qu'à l'université. L'intégration des CROUS doit également permettre à nos structures adhérentes d'oeuvrer à l'innovation dans la gestion des services de vie étudiante.

GARANTIR L'EXERCICE DE LA CITOYENNETÉ ET L'ACCÈS À L'ENGAGEMENT

L'étudiant n'est pas un citoyen en devenir. En tant que jeune, en tant qu'électeur, il participe de manière pleine et active à la vie de la cité et à la chose publique. L'étudiant est un citoyen à part entière. Pourtant, les enquêtes portant sur l'engagement et sur la confiance accordée aux acteurs publics sont unanimes, les jeunes, souvent désabusés, tendent à s'éloigner de ceux-ci. Non pas que les jeunes ne souhaitent plus s'engager et participer aux débats de société, ils souhaitent expérimenter et créer de nouvelles formes d'engagement collectif. La FAGE refuse le terme de « jeunesse sacrifiée ». Employer ce terme, c'est accepter de manière tacite l'idée qui y sommeille : les jeunes, sacrifiés par les pouvoirs publics, ne souhaitent plus participer à la chose publique. La FAGE pense au contraire que la jeunesse est engagée, et conçoit son rôle comme celui d'un générateur d'engagement et d'un acteur de mise en capacité des jeunes. La FAGE doit permettre, grâce à l'initiative collective et le projet innovant, l'engagement du plus grand nombre. Elle doit donc au quotidien, par sa mission d'éducation populaire, infuser la citoyenneté sur les campus.

Jeunesse engagée : la promotion de l'Intérêt Général par l'engagement associatif

L'initiative collective, le fait de s'associer pour agir de manière concrète en faveur de l'intérêt général est le premier acte militant de transformation sociale. Les associations de la FAGE doivent permettre à chaque étudiant de s'engager dans un projet porteur de sens. L'action de la FAGE doit permettre de créer davantage de dispositifs permettant l'engagement des jeunes, et de valoriser cet engagement auprès du grand public.

L'initiative collective, premier acte d'intérêt général

La notion d'intérêt général est intrinsèque à l'action de se regrouper, de s'associer. La FAGE pense que la promotion de l'engagement est le meilleur outil de démocratisation de l'accès à la citoyenneté. Les formes d'engagement sont plurielles mais portent toutes en leur sein la volonté d'agir pour changer la société, pour améliorer le quotidien et génèrent de l'espoir collectif.

La FAGE doit œuvrer à la mise en place de dispositifs réglementaires permettant l'engagement des jeunes et des étudiants. La mise en place de l'année de césure pour les étudiants, à l'instar de ce qui existe par exemple dans la majorité des écoles d'ingénieurs, doit être une priorité. Alors que l'annexe descriptive au diplôme prévoit la valorisation des acquis et des compétences non-formelles, aucun dispositif ne permet aux étudiants universitaires de s'engager pendant leurs études sans mettre en péril la réussite de leur cursus. La FAGE doit revendiquer auprès du ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche la mise en place de ce dispositif dès la rentrée 2015.

Parallèlement à la démocratisation de l'accès à l'engagement, la valorisation de celui-ci est une priorité afin de faire évoluer les mentalités. La FAGE doit œuvrer à valoriser les actions et projets collectifs, mais aussi les parcours des jeunes engagés auprès de l'opinion publique. Mettre en place des portraits d'étudiants engagés et augmenter la visibilité des actions quotidiennes, des plus ciblées aux plus massives doit donc devenir une priorité de cette démarche de valorisation de l'engagement.

Des jeunes dans l'action concrète, et non dans l'incantation

L'action des associations étudiantes de la FAGE doit s'inscrire dans une démarche concrète, refusant l'incantation anxieuse, lui préférant une démarche militante pragmatique et ambitieuse. Les actions revendicatives et innovantes que la FAGE mène au quotidien sur les campus doivent faire sens, viser un idéal de justice sociale, et ne jamais sombrer dans le dogme.

La démarche de la FAGE est donc une démarche de terrain qui doit toujours placer le contact et la proximité avec l'étudiant au cœur de son projet. Elle est et doit rester le catalyseur des engagements pluriels en permettant à chacun de s'épanouir au sein d'un projet collectif. C'est de cette manière que la FAGE, dans un climat de défiance de plus en plus prononcé envers les corps intermédiaires traditionnels, syndicats classiques, partis politiques et envers la chose publique, pourra lutter efficacement contre le désenchantement des jeunes envers l'action collective. La FAGE doit générer de l'espoir au quotidien.

L'approche sociale et solidaire par le projet associatif

La FAGE croit en une jeunesse motrice de progrès pour la société. La capacité d'innovation, le dynamisme et la forte volonté de faire bouger les lignes caractérisent les associations de la FAGE. Ces qualités leur permettent de se poser en complémentarité de l'action publique tout en sachant la questionner sur ses défaillances pour mieux les résoudre.

Le projet que porte la FAGE est avant tout un projet social et solidaire. Il doit être celui d'une société plus juste. Les associations étudiantes doivent sans cesse remettre en question le système dans lequel elles évoluent, et plus globalement le fonctionnement de la société elle-même en créant des services et des projets innovants à forte utilité sociale. Cette affirmation est déjà une réalité. À travers les actions de tutorat, les initiatives de solidarité, les cafétérias ou encore les AGORAé, la FAGE apporte une réponse aux lacunes de l'action publique par un projet, visant une société plus juste, au sein de laquelle chacun peut réussir et s'épanouir.

L'action de la FAGE doit aussi permettre à chacun de s'engager pour les autres, pour une cause. Ainsi la FAGE devra veiller à ce que le service civique reste toujours un outil en faveur de l'engagement, et qu'il ne soit pas dévoyé de cet objectif initial pour en faire un levier supplémentaire de dispositifs de retour à l'emploi ; dispositifs qui, s'ils sont indispensables pour la jeunesse, ne représentent pas l'aspiration première donnée au service civique.

L'association étudiante : acteur majeur d'éducation populaire

La FAGE est une organisation reconnue de jeunesse et d'éducation populaire. Plus qu'un agrément, cette mission consiste à mettre en capacité les jeunes d'agir concrètement et collectivement pour participer à la société dans laquelle ils évoluent. La FAGE doit ainsi porter un projet d'éducation populaire, et tendre par son action de formation à permettre à chacun d'acquérir des compétences pour se réaliser et s'épanouir. Au-delà de l'activité de formation, la FAGE doit permettre la mise en responsabilité de chaque jeune, à travers la représentation civile comme élective.

La FAGE doit aussi permettre à tous de développer des compétences de manière non formelle, à travers la conduite de projets collectifs et l'engagement associatif.

Mettre le jeune en capacité de faire ses propres choix

La FAGE assume donc une mission d'éducation populaire dont elle conçoit l'action comme une intervention humaniste par les pairs. Au travers chacune de ses missions, elle doit avant tout viser à faire en sorte que chaque jeune, chaque étudiant, connaisse ses droits, mais aussi ses devoirs. L'accès aux droits, dans un système où la précarité administrative peut être assimilée à un bizutage social, est une priorité que la FAGE doit se donner. La difficulté d'accès à l'information, le renoncement et l'auto-censure sont autant d'entraves à l'exercice du droit commun.

La FAGE doit donc agir au quotidien sur les campus afin de favoriser l'émancipation des jeunes.

La mission d'éducation populaire de la FAGE ne peut se limiter à l'information aux droits. Force est de constater que les pratiques à risques, le renoncement aux soins et la méconnaissance de la protection sociale dans son ensemble sont des problématiques prégnantes auprès des populations jeunes.

L'action d'éducation populaire des associations étudiantes doit ainsi porter également sur la prévention, et sur la promotion de la santé. Cette action doit se réaliser dans une démarche non-stigmatisante, d'approche par les pairs, mais aussi dans une démarche collaborative avec les acteurs de santé, de prévention, de promotion de la santé et d'éducation populaire qui oeuvrent eux aussi en faveur des jeunes.

L'action de la FAGE doit donc s'inscrire en complémentarité des objectifs du système éducatif en favorisant par un plein accès de la jeunesse à ses droits fondamentaux et à la connaissance, l'expérimentation de l'autonomie et des responsabilités. Ces conditions réunies, le jeune est alors en capacité de faire ses propres choix.

La mise en capacité formelle et non-formelle de tous

La FAGE organise la solidarité et l'entraide entre les militants associatifs, par un accompagnement technique et méthodologique. Cet accompagnement non-formel se traduit par l'organisation de sessions de formation, de mutualisation et d'échange, mais aussi de débats visant la recherche d'un intérêt collectif. La posture utilisée par les animateurs permet à chaque jeune d'être la source de nouvelles idées, dans un apprentissage basé sur les pairs.

La FAGE doit par cette démarche de formation permettre au plus grand nombre d'acquérir les compétences nécessaires à son émancipation. Ainsi, la massification des actions de formation et la perpétuelle remise en question des contenus et des approches pédagogiques doit être une priorité de la FAGE afin de mener à bien à son projet.

Infuser l'action citoyenne

La FAGE est une organisation profondément attachée aux valeurs républicaines et au débat qui doit accompagner la construction des politiques publiques. Nous pensons que la jeunesse doit trouver sa place dans ce débat, et ne jamais être compartimentée dans des organes ou des questions jeunes qui tendent à l'écarter du droit commun. La participation des jeunes ne doit pas se faire à l'écart ou à l'encontre du débat public, mais bien en son sein.

Ainsi, la FAGE doit revendiquer la mise en responsabilité des jeunes dans toutes les instances et sensibiliser le public étudiant à la vie publique et à l'importance cruciale d'y contribuer. Cet effort de sensibilisation doit trouver son écho dans le fonctionnement même de nos associations, véritables forums citoyens, lieux de débats indépendants des notions partisans et respectueux des convictions de chacun.

Promouvoir l'accès à la responsabilité des jeunes et sensibiliser à la vie publique

Il est impossible de revendiquer une plus grande implication des jeunes dans la vie publique si l'on ne leur accorde pas une place de droit dans les instances et organes consultatifs ou décisionnaires.

La FAGE, organisation représentative, forme au quotidien des élus étudiants afin que ceux-ci soient en capacité de porter dans leurs instances respectives le projet de la FAGE et les aspirations des étudiants de France. Cependant, la prise de responsabilité des jeunes ne doit se cantonner aux conseils étudiants, aux forums ou assemblées de jeunes : la FAGE doit défendre une vision inclusive du jeune dans la société, et s'opposer à toute forme de jeunisme.

Nous devons poursuivre les revendications portant à inclure les jeunes dans toutes les instances participatives, telles que les Conseils Économiques, Sociaux et Environnementaux des Régions mais aussi les conseils de développement des collectivités et plus globalement tous les lieux de décision et de concertation citoyenne.

Cette revendication doit s'accompagner d'un effort de sensibilisation à la vie publique. La FAGE devra porter le débat autour de la clause "impact jeunesse" prévoyant une étude d'impact et une prévoyance jeune au sein de chaque proposition de loi. L'objectif est d'accorder plus de place à la population jeune dans le débat public, et notamment le débat parlementaire. Cet effort est nécessaire afin de renouer un lien de confiance, aujourd'hui détérioré, entre la jeunesse dans son sens large et les pouvoirs et acteurs publics.

La FAGE devra en outre, grâce à l'action de ses associations amener le débat public sur les campus. Ces temps citoyens sont d'une importance cruciale afin de parvenir à un objectif de sensibilisation à la chose publique et de prise de responsabilité au sein des organes de démocratie.

Un mouvement indépendant et humaniste, respectueux des convictions

La construction d'un nouveau contrat social entre les jeunes et l'État doit passer par un investissement de ces derniers dans la co-construction des politiques publiques. La FAGE, en tant que corps intermédiaire, porte la responsabilité d'organiser le débat. Refusant le sectarisme idéologique, la posture et le dogme, la FAGE aspire à incarner un véritable forum citoyen, un lieu de débat pour une jeunesse désireuse d'expérimenter de nouvelles formes d'engagement et de nouvelles pratiques démocratiques. À cet effet, elle doit placer le respect des convictions personnelles comme une priorité de sa démarche, tout en s'inscrivant fermement dans le champ républicain et non partisan.

UN PILOTAGE STRATÉGIQUE ET DÉMOCRATIQUE

La FAGE porte un projet ambitieux pour la jeunesse et pour la démocratisation de l'enseignement supérieur. Elle doit ainsi se doter d'un pilotage stratégique garant de la réussite des objectifs qui en découlent. La force de notre organisation réside en sa capacité d'innovation, de création de services concrets à l'étudiant, en son expertise mais surtout avant tout cela, de son attachement génétique à l'action de terrain. La FAGE doit toujours restée attachée à améliorer par quelque façon qu'il soit le quotidien des étudiants, et des jeunes. Elle doit s'attacher à mettre ses fédérations en capacité d'agir, de créer et d'oser tout en poursuivant une montée en puissance nécessaire à la réalisation de son projet de justice sociale et d'intérêt général.

PROMOUVOIR UNE ORGANISATION QUI APPORTE DES SOLUTIONS CONCRÈTES AUX ÉTUDIANTS

La FAGE, afin de mener à bien le projet qu'elle porte, doit s'attacher à toujours chercher les solutions les plus efficaces et immédiates aux besoins des étudiants. La force de nos réponses tient en leur caractère concret et du fait qu'elles n'abandonnent pas la réalité quotidienne des étudiants au profit du dogme, ou de la politique du slogan. Notre organisation a su développer la capacité d'apporter à un même besoin, des réponses qui tiennent de la revendication collective et des réponses par le projet innovant, la solidarité et la conscience de l'intérêt général. Cette globalité d'action est rendue possible par notre capacité d'innovation, mais surtout par notre ancrage territorial fort et par notre proximité envers les étudiants. C'est cette force que la FAGE doit développer, cette capacité de pragmatisme liée à la volonté immuable de générer du progrès, de la solidarité, de la justice.

Affirmer notre action de terrain, au contact permanent des étudiants

La FAGE est aujourd'hui la seule organisation qui n'a de compte à rendre qu'aux étudiants, ayant refusé d'être soumise aux intérêts politiques, financiers ou

mutualistes. Les réponses que nous apportons se veulent concrètes et durables, notre démarche se veut génératrice de progrès collectif. L'année passée, plus d'un étudiant sur deux a choisi de soutenir les listes présentées et soutenues par la FAGE lors des élections étudiantes ; c'est par la qualité de nos réponses que nous avons suscité l'adhésion à nos propositions.

La FAGE doit affirmer cette identité d'organisation de terrain, cette démarche militante de contact permanent avec les étudiants. Nous désirons apporter une aide technique à chaque association afin de les mettre en capacité de formaliser quotidiennement l'évolution des besoins de nos pairs, sur tous les campus de France. Les supports de diagnostic et d'études devront être affinés et développés, ainsi que les formations et ateliers sensibilisant à l'importance de cette démarche. Nous avons la volonté d'accompagner ces actions par la proposition de doter nos fédérations et AGE d'observatoires locaux, en lien avec l'observatoire de la FAGE. Ces outils doivent permettre de nous doter de chiffres propres, et de professionnaliser notre démarche de suivi de l'évolution des besoins des étudiants.

Notre présence sur le terrain doit concerner l'ensemble des acteurs de nos fédérations, y compris les élus. La FAGE oeuvre au renforcement des liens entre les jeunes et leurs représentants ; nous devons appliquer cette rigueur et ce souci de proximité à notre propre démarche. Ainsi, nous avons la volonté de produire des synthèses plus nombreuses, régulières et fonctionnelles afin d'accompagner les élus dans leur mandat, et afin de les mettre en

capacité de vulgariser les sujets les plus techniques pour créer le débat sur les campus. Nous ne pouvons fonder notre légitimité de représentants sur l'unique résultat aux élections ; la FAGE doit mettre en oeuvre une démocratie participative et non seulement électorale.

Les temps d'échanges entre les étudiants et leurs représentants, comme les cafés d'élus, sont des moments à développer et à privilégier. Pour autant, il n'est parfois pas aisé de pouvoir les animer de manière ludique, participative, constructive tout en générant un débat d'idées. Le rôle de l'équipe nationale de la FAGE doit être de produire de la matière déclinable et utilisable par toutes nos équipes d'élus afin de faire de ces temps des moments de réflexions collectives, d'appréhension de notre projet par les étudiants et de création de lien.

Par ailleurs, la richesse de nos actions sur les campus gagne à être valorisée. Nous le savons, qu'il s'agisse d'aller défendre nos droits en conseil, d'animer une séance de tutorat, d'organiser une table-ronde, un débat, ou un stand de prévention et de promotion de la santé : chaque jour, sur tous les campus de France des centaines de militants sont à l'oeuvre pour changer le quotidien de leurs pairs. Le caractère concret et la méthode pragmatique de notre démarche ne doit pas en minimiser la perception de l'effet, chaque action, même la plus minime et ciblée participe à notre projet global et doit être valorisée. La FAGE doit donner à voir la diversité des engagements qui l'anime, notamment en s'attachant à les rendre plus visibles au travers de portraits, de mise en lumière d'évènements variés portés par les associations.

Renforcer notre ancrage territorial

Notre démarche de terrain doit s'inscrire dans un ancrage territorial fort de nos associations. L'intégralité des objectifs que se fixe la FAGE dans le cadre de son projet global, converge vers ce besoin de développement de relations avec les territoires. Dans un système de plus en plus déconcentré au sein duquel les collectivités territoriales sont appelées à remplir des missions toujours plus larges et variées, notre implantation et notre rayonnement au sein de ces territoires revêt un intérêt stratégique majeur.

Renforçant notre impact politique au service de notre projet, cette implantation doit aussi asseoir notre place incontournable d'acteur citoyen, d'éducation populaire et de l'économie sociale et solidaire.

Le bureau national de la FAGE doit être en mesure d'accompagner avec plus d'efficacité et de moyens les fédérations vers ce défi. À cet effet, nous souhaitons produire plus de supports d'information et de formation à destination des fédérations concernées, tant sur les instances territoriales, que sur leurs missions et les moyens d'y prendre part. Nous avons aussi souhaité monter en puissance, notamment en terme de ressources humaines, sur nos capacités d'accompagnement des fédérations vers des terrains de représentation parfois méconnus.

Une des priorités doit être l'intégration des conseils de développement. Ces conseils sont composés de représentants des milieux économiques, sociaux, culturels et associatifs et s'expriment sur l'élaboration du projet d'agglomération. Ils peuvent être mobilisés sur toute question relative à l'agglomération, notamment sur l'aménagement et sur le développement de celle-ci. En tant qu'acteurs de développement des territoires, nous y avons une place plus que légitime qu'il nous faudra revendiquer afin d'y obtenir une représentation.

Bien que la FAGE tende à intégrer les conseils citoyens représentatifs de la société civile et refuse que la participation des jeunes ne soit réduite à l'expression de leurs revendications au sein d'un organe jeune ad hoc, il semble stratégique d'adopter une vision de long terme tendant à intégrer, à l'instar de plusieurs fédérations de la FAGE, les conseils municipaux, départementaux et régionaux de jeunes. Puisque ces conseils existent et expriment des avis, une parole FAGE doit y être portée.

Parallèlement, nous nous fixons l'objectif d'accompagner les associations étudiantes vers les chambres régionales d'économie sociale et solidaire et vers les coordinations régionales des associations de jeunesse et d'éducation populaire. En effet, notre objectif de rayonnement suppose de facto l'intégration des lieux d'échanges, de débats et de coordination des acteurs de solidarité

et d'éducation populaire. Si cet accompagnement doit passer par un renforcement des efforts d'information et de formation tendant à parfaire la connaissance des acteurs et des missions de ces instances, il doit aussi se matérialiser par une aide opérationnelle au développement, au plus proche de la fédération, de ses priorités politiques et de ses moyens.

In fine, la FAGE doit devenir dans les territoires l'acteur agrégeant autour de lui le débat citoyen et les questions de vie étudiante, de jeunesse, de citoyenneté, de solidarité, d'éducation et d'enseignement supérieur.

Toujours développer de nouvelles réponses innovantes par le projet

La FAGE porte un large socle de revendications et de positions visant à améliorer durablement le cadre de vie et d'études des jeunes. Pour autant, nous devons aussi nous attacher à apporter, en complément de ces revendications, des solutions concrètes, et à développer des projets innovants afin de répondre aux besoins que nous constatons sur les campus.

Les associations de la FAGE, héritières des premières AGE, sont bâties sur la volonté d'agir par et pour les étudiants, grâce à la gestion militante de services. Nous disposons ainsi de plus de 100 ans d'expertise dans cette démarche et devons toujours chercher à pousser plus loin la qualité et l'adéquation des réponses que nous apportons.

Amener des services permanents et diversifiés qui changent la vie quotidienne de nos pairs fait partie de l'ADN de notre organisation. Nous devons en avoir pleinement conscience et ne jamais considérer la réponse par le service ou le projet comme moindre, mais bien comme un dispositif complémentaire de notre action revendicative.

Ainsi, la FAGE doit mettre à disposition les outils nécessaires à ses associations pour que soient menées sur les campus des actions de prévention et d'information, premier service que nous apportons aux étudiants. Le développement de nouveaux éléments de campagne, et la promotion de ceux-ci devront être assurés.

Nos associations doivent aussi oeuvrer à rendre la vie étudiante plus riche et épanouissante. La précarité grandissante à laquelle se confronte la population étudiante pousse de nombreux jeunes à s'isoler socialement, faute de ressources nécessaires pour accéder aux activités. Parallèlement, nous savons que l'accès à la culture et aux pratiques artistiques est un critère constitutif d'une bonne intégration et une étape primordiale de l'épanouissement. Depuis deux ans, la FAGE propose un Séminaire National des Arts et de la Culture Étudiante, visant à sensibiliser ses militants aux problématiques citées précédemment. Cette démarche doit maintenant se décliner au niveau opérationnel et la FAGE doit être en mesure de produire des "fiches actions" permettant à toutes les associations étudiantes de profiter de l'expertise des plus avancées dans ce domaine afin d'apporter un service de qualité aux étudiants.

Il est aussi nécessaire de renforcer notre présence sur les grandes étapes de la vie d'un étudiant. Force est de constater qu'en règle générale, l'action des associations de la FAGE reste perfectible sur des temps comme les inscriptions universitaires, les résultats d'examens et les périodes de remplissage des dossiers sociaux étudiants. C'est pourtant lors de ces moments que les étudiants ont le plus besoin d'information, d'appui et de défense. La FAGE devra développer le panel de formations et de supports nécessaires afin de mettre ses associations en capacité de remplir leur mission de défense matérielle et morale des étudiants.

Plus que les services proposés par nos associations, les projets innovants portent intrinsèquement le projet global de la FAGE. C'est cette force d'innovation qui a créé, il y a cent ans, le réseau des oeuvres. Notre capacité de gestion militante de ces oeuvres a su rayonner auprès du service public, et infléchir bon nombre de politiques sociales en faveur des jeunes.

Dans un contexte de diminution de financements publics, et de réduction des moyens alloués aux oeuvres étudiantes, nous devons nous poser une question : jusqu'où sommes nous capables de regarder les oeuvres universitaires et les politiques sociales en faveur des jeunes s'affaïsser ?

Les assauts répétés menés à l'encontre de notre conception de la restauration universitaire à tarification sociale doivent nous alerter. Ceux-ci s'illustrent tant par la situation dans laquelle sont placés de force certains outils historiques de démocratisation tels que la Gallia, que par l'émergence d'une pensée visant à faire de la cafétéria l'alpha et l'omega d'une restauration de plus en plus pensée au travers du prisme de la lucrativité. La FAGE continuera de défendre le CROUS comme acteur central de vie étudiante, et à s'opposer à ce qu'on l'ampute de ses missions ou de son budget.

Pour autant, la FAGE se doit de rester fidèle à sa mission de défense des intérêts des jeunes et des étudiants, à réfléchir à sa responsabilité quant à la création de projets innovants à forte plus value sociale et à se tenir prête. Nous devons ainsi créer les conditions nécessaires à la mise en capacité de nos fédérations de concevoir et de créer des réponses novatrices, par le projet collectif et la gestion militante.

Nous avons créé les AGORAé, des structures de restauration, des projets de fonds et de logements solidaires ; notre force d'innovation et notre dynamisme doivent nous autoriser l'ambition de ceux qui désirent changer les choses. La FAGE doit incarner l'organisation qui ose, qui crée et qui rayonne.

METTRE NOS FÉDÉRATIONS ET NOS MILITANTS EN CAPACITÉ DE PORTER LE PROJET FAGE

Les structures adhérentes à la FAGE façonnent au quotidien la réalité de son action et l'ambition de ses revendications. Solidement installée sur les bases de la justice sociale et de l'humanisme, le projet de la FAGE est construit au quotidien par les plus de deux milles association qui la composent. Il est crucial que les fédérations, les syndicats et les associations générales étudiantes puissent être en possession des outils leur permettant de rendre perméable le projet qu'elles construisent au quotidien. L'action de la FAGE doit tendre vers la volonté permanente

de donner accès à son projet et d'en favoriser l'appréhension.

Un processus de prise de décision démocratique et indépendant assumant sa volonté participative et suscitant l'adhésion

Afin de permettre l'appropriation de notre projet par le plus grand nombre, le socle de positions de la FAGE doit être repensé dans sa forme. Rendre lisibles et compréhensibles nos propositions apparaît comme nécessaire au développement de notre structure. Au delà d'une simple mise à jour des supports tels que les contributions, cela passe par l'initiation d'un travail infographique autour d'un mapping on-line pour hiérarchiser nos engagements politiques et les rendre accessibles par l'ensemble des militants de la FAGE. Cet effort indispensable de démocratisation de l'accès à nos positions doit faire appel à des supports de communication adaptés comme les infographies ou encore les vidéos.

Enfin, une attention toute particulière quant aux processus de prise de décision est impérative. L'exigence de notre organisation vis-à-vis du fonctionnement démocratique, coeur de notre projet, est de plus en plus visible. Pour faciliter l'appréhension des positions et les replacer dans le contexte démocratique dans lequel elles ont été adoptées, il est nécessaire de permettre un accès rapide aux discussions, par l'envoi de relevés de décisions précis et exhaustifs, dans les 24 heures faisant suite aux débats.

Être une organisation au coeur de la vie étudiante pose un défi quotidien, celui d'être en capacité de répondre aux dossiers d'actualités qui s'imposent à nous. Ce défi, complexe à relever du fait de la structuration de notre organisation de masse, doit être au centre de notre travail. Anticiper les notions clés et les sujets émergents est donc un enjeu majeur. Pour ce faire, les documents politiques amenés à être votés par les fédérations membres devront, dans la mesure du possible, être annoncés préalablement, lors de l'évènement démocratique précédant le vote. Cette organisation doit favoriser une dynamique de discussions et d'échanges, et s'inscrire dans un temps voulu plus long et une volonté de débat ouvert et constructif. L'objectif

étant de mettre les administrateurs de la FAGE en capacité de prendre une position documentée, éclairée et démocratique.

L'approche de certains dossiers clés, comme celui de la pédagogie par exemple, doit aujourd'hui être envisagée de manière à favoriser le débat le plus large au sein de notre organisation. Il est souhaitable que sur ce type de notions, le plus grand nombre possible de nos militants et d'étudiants ait été mis en capacité de prendre un avis informé reposant sur le débat. Une réorientation de paradigme doit s'opérer afin de permettre à chacun de s'exprimer et de co-construire les positions majeures qui définiront notre projet : un projet mettant l'étudiant au coeur des revendications. Cette co-construction implique un processus large et ambitieux à l'image d'assises des fédérations, ayant vocation à inscrire des prises de positions sur des sujets majeurs dans un temps long afin de consulter le maximum d'étudiants, et plus globalement le maximum de jeunes, de manière participative.

Une politique de formation globale devant répondre aux enjeux multiples d'un public varié

La FAGE dans sa mission d'éducation populaire, doit développer son processus de formation des militants, en partenariat avec chacune des fédérations. Elle doit améliorer la disponibilité et le contenu des formations récurrentes, par exemple sur de la gestion associative, en ciblant les besoins de ses militants. Nous défendons pour l'enseignement supérieur le Student Centered Learning et le développement de l'outil numérique au service de l'apprentissage. Dans un souci de cohérence, ces principes seront donc également au coeur de notre politique de formation. Le parcours de formation doit faire l'objet d'une co-construction avec les stagiaires.

Notre offre de formation doit donc être réfléchie à partir des compétences nécessaires aux militants, de leurs besoins et contraintes. Articuler un véritable programme de formation, exploitant toutes les ressources du numérique, permettre une réelle optimisation des formations présentiels, hors la posture magistrale et développer les ressources de connaissances que sont le WikiFAGE, le GRABE et le

guide de l'élu sont aujourd'hui les étapes essentielles pour transformer notre formation en réel apport de compétences. L'acquisition de compétences doit se réfléchir dans la durée, et non pas sur un événement unique de formation en ce sens des outils de suivi du parcours formation de chaque militant seront mis en place. Nos outils et supports destinés aux militants doivent s'adapter et se renouveler en permanence. Le WikiFAGE et le GRABE seront ainsi remis à jours et des "fiches actions" seront développées sur des thématiques ciblées.

La pluralité des publics, véritable richesse de notre organisation, doit être prise en compte dans une double démarche. Celle de permettre à chacun de pouvoir suivre des formations adaptées à son niveau et à ses exigences en terme d'engagement, tout en permettant un apprentissage par les pairs à travers un échange des différentes pratiques et expériences. Pour les responsables associatifs, il est important de proposer et surtout de généraliser la réalisation d'événements de formation dédiés aux cadres de nos fédérations afin de leur permettre d'avoir les outils et les compétences nécessaires pour répondre efficacement aux défis que pose la gestion quotidienne et stratégique d'une fédération, d'un syndicat, d'une AGE. Ces formations prennent d'autant plus leur sens pendant les passations entre bureaux.

Accompagner au mieux la prise de responsabilité, notamment électorale, à travers une politique de formation continue de nos militants est aujourd'hui une priorité. La transmission des compétences nécessaires aux différents mandats ou responsabilités ne peut plus se concevoir sous le seul prisme des événements nationaux présentiels. Un dispositif de suivi et de diagnostic des compétences acquises sera proposé.

De plus, la pluralité des thématiques abordées durant nos processus de décision doit être prise en compte. Dans la continuité du projet éducatif, des espaces de formation et de réflexion dédiés aux administrateurs doivent être mis en place notamment sous forme de colloques lors des événements nationaux. Ceci afin de permettre à chacun de participer aux débats et ainsi avoir un regard critique et citoyen sur les dossiers politiques. La formation continue des militants de la FAGE

exige un réel travail de synthèse par l'équipe nationale des problématiques étudiantes et jeunes. La vulgarisation des dossiers d'actualités est donc nécessaire et à développer durant l'année.

L'acquisition de compétences au sein de la FAGE, notamment via les formations, doit pouvoir être valorisé par les militants grâce à un dispositif semblable au supplément au diplôme et d'un descriptif de compétences. Un suivi des formations auxquelles un militant a participé doit être mis en place, aussi bien lors des événements de la FAGE que dans ceux des fédérations, syndicats et AGE lorsque sont utilisées des formations issues du catalogue FAGE.

Parallèlement, chaque formation du catalogue de la FAGE doit être munie d'un référentiel de compétence. Ils aideront à favoriser une orientation éclairée du militant dans le parcours de formations « FAGE », en rendant lisible les objectifs de chaque formation en terme d'acquisition de compétences, et en précisant à titre indicatif lorsqu'il est nécessaire les compétences pré-requises pour assister dans les meilleures conditions à une formation.

Grâce au suivi des formations effectuées, et à l'expérimentation de dispositifs d'auto évaluation et d'évaluation s'appuyant sur des supports numériques et des ressources innovantes, la FAGE doit être en capacité de délivrer un document attestant des compétences acquises pendant l'engagement d'un étudiant.

Un accompagnement plus étroit des fédérations, syndicats et AGE

L'étendue des activités de nos fédérations, syndicats et associations générales étudiantes adhérentes pose aujourd'hui la question de l'accompagnement que l'équipe nationale de la FAGE peut mettre en place.

Le diagnostic est souvent convergent lorsqu'il s'agit d'analyser les axes d'évolutions des structures membres. Il illustre un besoin de renforcement des compétences et outils de gestion, et d'un accompagnement à la stratégie et au développement pluri-annuel. La FAGE doit donc interroger sa manière de concevoir

l'accompagnement des structures adhérentes, notamment en questionnant sa capacité à transférer son expertise de gestion, de projection pluri-annuelle et sa capacité à générer la mutualisation des bonnes pratiques existantes chez certaines fédérations, associations générales étudiantes et chez certains syndicats.

Il est donc primordial de proposer aux structures le désirant un accompagnement plus étroit, pouvant déployer des aides allant de l'accompagnement à la réalisation d'un audit, à la mise en place co-construite d'un plan de développement personnalisé en passant par l'aide à la réalisation de dossiers administratifs complexes.

Le premier axe d'effort réside dans le développement d'outils spécifiques de formation devant répondre aux besoins des responsables de fédérations, de syndicats et d'associations générales étudiantes en terme de compétences de gestion.

Doivent également être expérimentés, sur la base du volontariat, des mesures d'accompagnement renforcé s'appuyant sur des objectifs et indicateurs co-établis.

La volonté de la FAGE, au travers de l'action de son équipe nationale, doit être de pérenniser et d'aider au développement de nos structures adhérentes.

La FAGE doit donc poursuivre l'objectif crucial d'un développement structurel global. Cette ambition doit se traduire dans l'organisation de l'activité d'accompagnement et de coordination du « réseau » au sein de l'équipe nationale. Le bureau national doit définir de nouveaux axes politiques, co-construits avec les structures adhérentes à la FAGE et oeuvrer à définir un cahier des charges à destination de l'équipe nationale.

Les déplacements des membres du bureau national doivent répondre à des objectifs inscrits dans ces axes co-établis et à une logique d'accompagnement au développement. Aucun déplacement ne doit s'effectuer au hasard d'une coordination aléatoire, mais plutôt être préparé en coordination entre l'équipe nationale et la structure concernée, afin que cette dernière en retire la plus-value la plus large. Les compétences

de l'équipe nationale en terme de relations aux médias, de gestion de projet, d'expertise spécifique ou de question juridique doivent ainsi pouvoir être transférées plus facilement.

Enfin, une réflexion doit s'ouvrir quant à la mutualisation des dispositifs financiers d'aides au projet, afin de créer un Fond de Solidarité au Développement des Initiatives des Fédérations, Syndicats et AGE plus dynamique, plus visible et plus accessible.

POUR SUIVRE LA MONTÉE EN PUISSANCE DE LA FAGE

Une gestion pérenne des ressources humaines et matérielles de la fédération

La FAGE possède aujourd'hui de nombreuses instances, commissions et de nombreux acteurs. Il semble ainsi primordial d'amener une réflexion quant à l'articulation de l'équipe nationale, et la définition même de ce qu'elle recouvre.

La FAGE doit rendre plus lisible auprès de l'ensemble des structures adhérentes la notion de plateforme nationale, regroupant l'organe politique qu'est le bureau national, élu par l'assemblée générale et l'équipe salariale pilotée par le directeur général de la FAGE sous la responsabilité du Président de la FAGE.

L'équipe salariale de notre organisation est aujourd'hui indispensable à la réalisation de notre projet et participe du dynamisme de l'organisation au sens large en assurant de nombreux éléments de gestion, mais aussi de développement. Les missions de l'équipe salariale, au service de l'organisation, doivent être plus lisibles pour l'ensemble des militants qui sont souvent amenés à la solliciter, et à s'appuyer sur ses compétences.

La notion d'équipe nationale devant rassembler le bureau national, l'équipe d'élus nationaux au CNOUS et au CNESER et le directeur général

doit être clarifiée et son rôle mieux explicité. La prérogative politique, à la FAGE, est l'apanage du bureau national élu. Cependant, l'équipe nationale, composée de membres ayant développé une expertise certaine sur leur secteur d'activité respectifs doit être mieux utilisée. Les élus nationaux doivent pouvoir faire bénéficier au réseau de leur expertise au travers de temps de réflexion et de projection au sein de l'équipe nationale. Des séminaires d'équipe nationale devront être expérimentés afin de tirer pleinement profit des expertises individuelles et d'être en mesure de définir des orientations stratégiques garantissant une vision d'avenir pour la FAGE.

Une gestion cohérente, précise et transparente de la trésorerie est nécessaire à la stabilité financière de la FAGE. Pour garantir une utilisation adaptée et maîtrisée de ses finances, nous poursuivons avec rigueur et précaution les procédures de gestion appliquées ces dernières années et nous établissons, notamment lors de l'élaboration du budget prévisionnel, un fléchage clair et précis des dépenses de la FAGE. La stabilité financière des associations membres de la FAGE étant également au cœur de ses priorités, le traitement des éléments de trésorerie devra être réalisé dans les meilleurs délais possibles.

Les demandes de subventions publiques, sur lesquelles repose l'essentiel des finances de la FAGE, devront être reconduites avec rigueur et pérennisées. Cependant, pour que la gestion financière ne soit pas un frein à la montée en puissance de la FAGE et au dynamisme de ses actions, nous poursuivons l'effort de diversification du financement de la structure, dans le respect de ses valeurs, à savoir l'indépendance et la promotion de l'économie sociale et solidaire.

Une place indiscutable d'interlocuteur de premier ordre

La technicité et la compétence de ses militants, son organisation fédérale capable de mobiliser toujours plus autour d'un projet porteur de sens, ainsi que les actions militantes et pragmatiques de ses fédérations sur les campus, font aujourd'hui de la FAGE l'organisation de jeunesse et d'éducation populaire la plus apte à représenter et défendre les étudiants.

Plus que de simples incantations, c'est un projet global et cohérent, ancré dans l'action concrète, que la FAGE et ses élus portent au quotidien, sur les campus comme dans les instances démocratiques dans lesquelles ils siègent. Ce projet, au plus proche des besoins réels et des priorités des jeunes, suscite l'adhésion croissante des étudiants, qui sont chaque année plus nombreux à nous accorder leur confiance. La FAGE a ainsi su, en quelques années, générer une progression constante de ses résultats électoraux, réalisant un score historique lors des dernières élections centrales, avec plus d'un étudiant sur deux soutenant le projet de la FAGE sur l'ensemble des universités.

Pour autant, de nouveaux défis nous attendent cette année, l'effort de mobilisation ne doit pas s'essouffler ! Il est nécessaire de prendre conscience du devoir de victoire qui nous incombe : si le projet porté par la FAGE est jugé par les étudiants comme le plus pertinent pour les représenter, il tient alors de notre responsabilité d'oeuvrer à sa mise en place et d'obtenir le poids politique nécessaire à l'obtention des victoires attendues par les étudiants. Nous devons imposer la FAGE comme première organisation représentative des étudiants. Cet objectif ne peut que se traduire par une mobilisation massive et pleine, à chaque étape électorale de l'année à venir.

Il s'agira dans un premier temps d'achever la mise en place d'une politique de formation spécifique et ambitieuse. Cette formation renouvée doit exploiter toutes les ressources de l'équipe nationale pour permettre une mise en capacité optimale des responsables d'élections à mener campagne avec une analyse stratégique fine et pertinente, adaptée aux spécificités locales, et répondant aux besoins prioritaires des étudiants. Elle doit leur apporter la méthodologie nécessaire pour encadrer leurs équipes et les conseiller quant aux pratiques électorales. Les événements et temps présentiels, nationaux comme régionaux, pourront alors être optimisés avec l'équipe nationale pour la mutualisation des bonnes pratiques, le partage d'expérience et l'élaboration efficace de stratégies collectives. Cette politique de formation doit également être mise à disposition des militants, afin de leur permettre d'acquérir les techniques pour porter de manière efficace les positions qu'ils maîtrisent, mais aussi d'appréhender le projet

de la FAGE dans sa globalité, et se l'approprier pour répondre aux attentes des étudiants de leur académie.

Les espaces d'échange et de mutualisation doivent s'étendre au delà de la formation : la victoire sera collective, ou ne sera pas. Pour ce faire, une coordination régulière et dynamique des leaders électoraux doit être mise en place, pour optimiser l'effort de mobilisation, renforcer notre action et mutualiser toutes les ressources humaines et matérielles à disposition de chaque fédération. Cet effort doit être consenti par tous : après s'être imposés cette année dans les conseils centraux des universités, nous devons également investir les CA des CROUS. L'objectif n'est pas simplement de gagner les élections, mais bien de se donner les moyens de porter pleinement ce projet global pour lequel les étudiants nous ont accordé leur confiance.

La FAGE devra aussi peaufiner son expertise des élections étudiantes au sein des regroupements. Nous devrions vivre les premières élections des représentants étudiants dans les conseils des COMUE. Le vaste corps électoral et la très large couverture géographique envisagée devront mobiliser pleinement notre habitude de la coordination et notre expertise stratégique afin de tirer pleinement profit de notre implantation territoriale. C'est une phase électorale inédite qui s'annonce, la FAGE devra se montrer à la hauteur des enjeux qu'elle revêt.

Cette année se dérouleront les deux élections nationales au Centre National des Oeuvres Universitaires et Scolaires et au Conseil National de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche. Nos excellents résultats sur la phase des élections centrales nous autorisent à toutes les ambitions, mais encore une fois la mobilisation décidera de l'issue de ce scrutin. Issue qui peut, si le plus grand nombre converge vers l'objectif avec détermination, être historique.

La FAGE est une organisation résolument tournée vers l'Europe et ouverte sur le monde. Elle doit ainsi développer son action internationale en dehors des schémas de représentations existants.

L'administration de l'ESU doit rester une action politique forte pour la FAGE, se traduisant

notamment par une implication plus grande du conseil d'administration dans l'actualité et les sujets traités. La FAGE a fondé le MedNet, réseau fédérant les organisations étudiantes du pourtour méditerranéen. Force est de constater que l'organisation a aujourd'hui besoin d'un investissement plus dense de ses membres. La FAGE n'a pas investi de manière optimale les perspectives que ce réseau ouvre, notamment en terme d'administration de l'ESU, il semble primordial d'établir un diagnostic de la situation actuelle et d'intensifier notre participation aux débats afin de pouvoir envisager de nouvelles perspectives pour le MedNet.

Cependant, l'action internationale de la FAGE ne peut se résumer au périmètre de l'ESU. Il est impératif de doter la FAGE d'une solide stratégie de représentation internationale. L'espace de la francophonie est aujourd'hui un terrain qui doit retenir notre attention et la FAGE devra entamer un contact avec les organisations francophones afin d'établir des pistes de collaborations futures.

Sur un autre volet, la FAGE doit poursuivre ses actions en cours avec l'UNESCO et être en mesure de proposer des projets opérationnels à la commission française. Il sera impératif que l'ensemble de l'organisation soit impliquée dans les réflexions quant à l'implication de la FAGE dans les travaux de l'UNESCO.

Enfin, la FAGE doit étoffer ses contacts avec les parlementaires européens, notamment afin de pouvoir être plus réactive sur les débats européens concernant l'éducation et l'enseignement supérieur.

Face à un exécutif de plus en plus frileux à tenir ses engagements vis-à-vis de la jeunesse, il est indispensable de ramener les questions jeunes et étudiantes au premier plan des priorités de l'État. Notre projet d'une société plus juste doit faire l'amalgame, et réunir autour de propositions concrètes et porteuses de sens un maximum de parlementaires, issus des groupes politiques partageant les valeurs humanistes et républicaines de la FAGE. Nos relations avec ces parlementaires doivent être approfondies, afin de fortifier notre stratégie de lobbying et notre capacité à faire plier les débats publics, et faire rempart à la politique de

repli actuellement menée par le gouvernement.

L'envoi systématique de nos positions aux parlementaires est une première étape de la montée en puissance institutionnelle de la FAGE. Au delà d'accorder une meilleure visibilité aux positions adoptées par notre structure, une relance efficace et méthodique nous offrira la possibilité d'être pleinement acteurs du débat public, en réunissant autour de nos idées et en organisant le débat au sein des chambres parlementaires mais aussi pendant nos événements dans lesquels nous convierons plus fréquemment députés et sénateurs. C'est par cette action que nous pourrions imposer l'ouverture des dossiers prioritaires pour la jeunesse que le gouvernement s'efforce pourtant d'esquiver, comme celui de la sécurité sociale étudiante. L'anticipation efficace des grands chantiers politiques et la bonne connaissance des positions de chaque parlementaire, permettront d'ajuster avec précision notre stratégie, alternant lobby massif ou ciblé selon la situation. Cet effort ne doit pas se limiter aux chambres parlementaires nationales. Pour se faire entendre, il est indispensable de développer des contacts plus étroits entre la FAGE et le Parlement Européen.

Un écho médiatique et une visibilité publique renforcée

En quelques années, la présence médiatique de la FAGE s'est développée de manière exponentielle. Aujourd'hui, elle est un interlocuteur privilégié des médias sur les questions étudiantes et de jeunesse. L'outil médiatique est rapidement devenu indispensable aux activités de la FAGE, constituant un appui solide à ses revendications et à sa crédibilité, soulevant le soutien de l'opinion publique et lui permettant de peser efficacement dans les négociations avec ses interlocuteurs institutionnels. La montée en puissance médiatique de la FAGE doit donc se poursuivre, et l'imposer au coeur du paysage médiatique comme première organisation représentative de la jeunesse et premier interlocuteur des médias.

L'outil médiatique doit avant tout être développé comme plateforme à l'appui de nos revendications,

outil à part entière du dialogue social avec les institutions. La communication médiatique devra faire l'objet d'une stratégie anticipée et cohérente, afin de garantir une visibilité, et surtout une lisibilité des marqueurs politiques constitutifs du projet de la FAGE, mais également pour renvoyer une image dynamique, innovante et progressiste de notre organisation. Les relations presse doivent servir la capacité d'anticipation de la structure, afin de maîtriser notre communication, et se donner les moyens d'être le premier interlocuteur sur les questions jeunes et étudiantes. La capacité de réaction aux actualités de la FAGE ne doit plus se limiter simplement à la presse, elle doit adopter des formes variées : billets d'humeur, tribunes, blog présidentiel, ... Plus qu'anticiper, nous devons, dès que l'actualité nous le permet, mettre en valeur la capacité d'initiative de la FAGE, en imposant nous même les sujets d'actualité et en mettant en lumière les questions jeunes et problématiques étudiantes. Le développement de notre activité médiatique doit se poursuivre sur l'ensemble des secteurs d'activité de la FAGE : une attention particulière doit être portée sur la pluralité des formes d'engagement de notre organisation, notamment le projet social et solidaire. Les relations avec la presse quotidienne régionale doivent appuyer la valorisation des actions des fédérations de la FAGE, réponses innovantes aux besoins des jeunes.

L'outil médiatique doit cependant être utilisé au delà de son utilité institutionnelle, il doit renforcer notre visibilité auprès du grand public, et lui permettre de s'identifier à notre projet. Auprès des étudiants, actuels comme futurs, mais aussi auprès de leur entourage, la FAGE et ses fédérations doivent être reconnues comme interlocuteur de référence concernant les questions étudiantes. Au delà des médias écrits et de la presse spécialisée, le paysage audiovisuel, qui touche un public plus large, doit être investi. Au delà des journaux télévisés et des programmes d'information, nous tenterons d'explorer de nouveaux formats comme les chroniques périodiques ou encore les magazines d'investigation.

Une stratégie médiatique ambitieuse se doit d'être globale, et demande une approche qualitative de sa gestion. Le diagnostic et l'évaluation doivent être utilisés de manière systématique afin de professionnaliser notre communication

et lui permettre de remplir ses objectifs. Pour toucher au mieux les publics cibles, la stratégie de communication doit intégrer de manière pertinente l'éventail des outils à notre disposition : outils presse et médias, site internet, mais aussi les réseaux sociaux qui permettent une grande viralité et une large diffusion. À l'heure où ces réseaux ont révolutionné le domaine de la communication, notre présence y est cruciale. Il faut néanmoins rester prudent aux revers de ces outils : plus l'information communique vite, plus les risques pour l'image de nos structures sont grands. Les techniques de gestion d'image et de media-training doivent donc être au coeur des activités de l'équipe nationale, mais aussi des fédérations. C'est donc tout une méthodologie précise de communication publique qui doit être appliquée. Cette méthodologie doit être transmise de manière progressive aux fédérations, par le développement de supports de formation à distance. La mailing des responsables presse sera optimisée à cet effet.